



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/453 portant prescriptions complémentaires
Société MANITOU BF à Ancenis – St-Géréon
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le SDAGE Loire Bretagne et le SAGE Estuaire de la Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2575 : « Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2015 autorisant la société MANITOU BF à exploiter des installations de fabrication de matériels de levage et de manutention sur le territoire de la commune d'Ancenis-St-Géréon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juin 2019 autorisant la société MANITOU BF à poursuivre l'exploitation des installations de fabrication de matériels de levage et de manutention sur le territoire de la commune d'Ancenis-St-Géréon ;

Vu la demande présentée le 25 juillet 2024 puis complétée le 13 novembre 2024 et le 3 juin 2025 par la société MANITOU BF pour l'enregistrement d'un nouvel atelier d'application de peintures sur le territoire de la commune d'Ancenis - St-Géréon ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2024 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu la possibilité de réaliser des observations donnée au public entre le 3 février et le 7 mars 2025 ;

Vu la consultation du conseil municipal d'Ancenis - St-Géréon ;

Tél : 02.40.41.20.20

Mél : prefecture@loire-atlantique.gouv.fr

6, QUAI CEINERAY – BP33515 – 44035 NANTES CEDEX 1

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 17 octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société MANITOU BF par courrier du 23 octobre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par mail du 13 novembre 2025 ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci complétées par le présent arrêté suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'absence de demande d'aménagements aux prescriptions générales ;

Considérant que par ses caractéristiques, le projet ne relève pas des critères définis par l'article L.512-7-2 du code de l'environnement (sensibilité environnementale, cumul d'incidences ou aménagement important de prescriptions) et ne justifie donc pas un basculement en procédure complète d'autorisation ;

Considérant que la démonstration de la maîtrise des incidences du projet sur l'environnement porte, notamment, sur la mise en œuvre des dispositions suivantes :

- la protection du bâtiment B par un système d'extinction automatique d'incendie ;
- les locaux à risques d'incendie sont constitués de murs et plafond REI120 et de portes EI60 ;
- les modalités de surveillance des rejets atmosphériques sont complétées pour les nouveaux points de rejet ;

Considérant que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE I. IDENTIFICATION ET PORTÉE

CHAPITRE 1.1. OBJET

Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société MANITOU BF, dont le siège social est situé 430, rue de l'Aubinière à Ancenis-St-Géréon (44 150), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs qui demeurent applicables, pour la poursuite de l'exploitation des installations de fabrication de matériel de levage et de manutention sur la commune d' Ancenis-St-Géréon.

Article I.1.2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées, complétées ou supprimées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 9 octobre 2015	1-2-1, 3-2-2, 3-2-3	Modification de prescription

CHAPITRE I.2. MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Article I.2.1. Liste des installations concernées au titre de la nomenclature des ICPE

Le tableau de l'article 1-2-1 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2015 est remplacé par le tableau suivant.

Rubriques	Désignation	Caractéristiques	Régime
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant 1. Supérieure à 1 000 kW	P = 1 040 kW	E
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant a) Supérieur à 1 500 l	V = 2 000 l	E
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant a) Supérieure à 100 kg/j	Q = 900 kg/j	E
2940-3-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant a) Supérieure à 200 kg/j	458 kg/j Bâtiment B = 392 kg/j Bâtiment D = 66 kg/j	E
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Q = 461 kg	DC
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Le volume annuel de carburant liquide distribué étant 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Q = 530 m³/an	DC
1978-8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	C = 106 t/an	D
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon,	578 kW	D

	grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565 La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW		
2663-2-b	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	V = 1 000 m ³	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	P = 10,95 MW	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	P = 523 kW	D
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Q = 4,6 t	D

Article I.2.2. Consistance des modifications

Une nouvelle ligne d'application de peintures poudres des éléments de flèches et châssis pour les chariots télescopiques est mise en place au sein du bâtiment B d'une surface de 6 612 m².

Ces installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 25 juillet 2024 complétée le 13 novembre 2024 puis le 3 juin 2025.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables complétées par le présent arrêté.

Article I.2.3. Prescriptions complémentaires applicables au bâtiment B

S'appliquent aux activités réalisées dans le bâtiment B les prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2575 : « Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles

métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage ».

I.2.3.1 Dispositions constructives

Les dispositions de l'article 4-2 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Les locaux à risques définis à l'article 4-1 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 présentent les caractéristiques de résistance au feu suivantes :

- Murs et plafond REI120 ;*
- Portes EI60 munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. »*

I.2.3.2 Moyens de protection contre l'incendie

Les dispositions de l'article 4-5 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Le bâtiment B est protégé par un système d'extinction automatique d'incendie adapté. Celui-ci est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. Le système est localisé dans un bâtiment spécifique situé à une distance de plus de 10 mètres du bâtiment B. »

I.2.3.3 Rejets atmosphériques

Le tableau de l'article 3-2-2 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2015 est complété par les points de rejet suivants.

Point de rejet	Installations raccordées	Hauteur (en m)	Diamètre (en m)	Débit nominal (en Nm ³ /h)	Bâtiment
A1	Extraction Dépoussiéreur Grenailleuse	19,2	1,12	37 800	Bâtiment B
A2	Extraction Dépoussiéreur Aspiration Grenaille Châssis	14,5	0,9	18 000	Bâtiment B
A3	Extraction Dépoussiéreur Aspiration Grenaille Flèche 1	14,5	0,7	12 000	Bâtiment B
A5	Extraction Dépoussiéreur Cabine Peinture Robot Primaire	16,5	1,1	32 000	Bâtiment B
A7	Extraction Dépoussiéreur Cabine Peinture Manuelle Primaire	19	1,4	48 000	Bâtiment B
A9	Extraction Dépoussiéreur Cabine Peinture Robot Finition Noir / RAL	16,5	1,1	32 000	Bâtiment B
A11	Extraction Dépoussiéreur Cabine Peinture Robot Finition Rouge	16,5	1,1	32 000	Bâtiment B
A13	Extraction Dépoussiéreur Cabine Peinture Manuelle Finition	19	1,4	48 000	Bâtiment B
A15	Extraction Four de gélification primaire	16,5	0,7	12 500	Bâtiment B
A17	Extraction SAS de refroidissement primaire	16,5	1,2	35 000	Bâtiment B
A18	Extraction Four de polymérisation finition	16,5	0,7	13 500	Bâtiment B
A20	Extraction SAS de refroidissement finition	16,5	1,2	35 000	Bâtiment B

Les dispositions des articles 3-2-3-a – Installations d'application de peintures et atelier de préparation et 3-2-6 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2015 s'appliquent aux points de rejet A5, A7, A9, A11, A13, A15, A17, A18 et A20.

Les dispositions des articles 3-2-3-c – Installations de grenaillage de l'arrêté préfectoral et 3-2-6 du 9 septembre 2015 s'appliquent aux points de rejet A1, A2 et A3.

TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE II.1.SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

CHAPITRE II.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CHAPITRE II.3. PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société MANITOU BF, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune d'Ancenis - St-Géréon.

CHAPITRE II.4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement d'Ancenis-Châteaubriant, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Ancenis - St-Géréon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 19 NOV. 2025

**LE PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

Marc MAKLOUF

